Jugement
Commercial

N°106/2025
du 03/06/2025

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY
AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 13 Mai 2025

CONTENTIEUX

DEMANDEUR

Entreprise
Mahamane
Hamad Lamine
(EMHL)
(Me Ibrah
Mamane Sani)

DEFENDEUR

La Compagnie
Minière d'Akouta
(SCPA
MANDELA)

PRESENTS :

PRESIDENT

SOULEY MOUSSA

JUGES

CONSULAIRES

- M. Ibbah
Ahmed
Ibrahim ;
- Seybou
Soumaila

GREFFIERE

Me Daouda
Hadiza

Le Tribunal en son audience du Treize Mai en laquelle M. Souley Moussa, président, M. Ibbah Ahmed Ibrahim, Seybou Soumaila, juges consulaires avec voies délibératives avec l'assistance de Maitre Daouda Hadiza, Greffière dudit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre

L'Entreprise Mahamane Hamad Lamine: Entreprise individuelle dont le siège social est à Arlit, représentée par son promoteur Mahamane Hamad Lamine, Assistée de Maître IBRAH Mahamane Sani, Avocat à la Cour;

Demandeur d'une part ;

Et

La Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK) » Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital 3.500.000.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey, BP : 10.545 Niamey-Niger représentée par son Directeur Général, Monsieur Abdoulaye Mahaman Sani, Assistée de la SCPA MANDELA, Avocats Associés ;

Défendeur d'autre part;

Le Greffier en Chef du tribunal de commerce de Niamey, en ses bureaux.

Le tribunal

Suivant exploit de Me Cissé Abdoul Salam Maimouna, huissier de justice à Niamey, l'entreprise Mahamane Hamad Lamine (EMHL), entreprise individuelle dont le siège social est à Arlit, représentée par son promoteur, monsieur Mahamane Hamad Lamine assisté de Me Ibrah Mahamane Sani, avocat à la cour, a assigné la Compagnie minière d'Akouta (COMINAK), société anonyme avec conseil d'administration dont le siège social est à Niamey, représentée par son Directeur Général, monsieur Abdoulaye Mahaman Sani par devant le tribunal de grande instance de Niamey pour les motifs ci-après :

- Y venir la COMINAK S.A., s'entendre ;

-Déclarer recevable en la forme l'action de EMHL ;

-Au fond, déclarer que la décision unilatérale de surseoir sine die au lancement des travaux s'analyse en une rupture abusive du contrat de prestation du 19 février 2024 ;

-Déclarer la COMINAK responsable de la résiliation abusive du contrat susdit ;

-En conséquence, la condamner à payer à EMHL la somme de 3.262.852.086 hors taxes à titre de gain manqué et de perte éprouvée et celle de 500.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts toutes causes de préjudices confondus ;

-Ordonner l'exécution provisoire sur le paiement de la somme de 388.279.899 FCFA objet de la facture certifiée du 1^e mars 2024 relative à l'avance de démarrage ;

A l'appui de son action, l'entreprise Mahamane Hamad Lamine (EMHL) expose avoir conclu un contrat de prestation de services d'une durée de quarante-trois (43) mois (hors période d'installation et implantation géographique) avec la COMINAK S.A.

Elle explique que le contrat consistait en la réalisation de travaux de création d'une couverture en argile sur la verse à résidus secteur ouest dans le cadre du réaménagement du site.

Elle ajoute qu'en contrepartie de l'exécution des travaux, la COMINAK s'était engagée à lui payer un montant global forfaitaire, ferme, définitif et non révisable de 3.262.852.086 FCFA hors taxes, soit 3.882.793.982 FCFA TTC.

Elle précise que le contrat devrait entrer en vigueur dès son approbation et sa signature par les parties et que la COMINAK avait trois (3) mois à

compter de la date de signature du contrat pour transmettre l'ordre de service de démarrage des travaux.

Elle indique avoir ainsi émis et déposé à la COMINAK une facture certifiée en date du 1^e mars 2024 d'un montant de 3.888.279.899 FCFA à titre d'avance pour le démarrage des travaux.

Elle soutient avoir fourni, conformément aux termes du contrat, une garantie à première demande pour couvrir un éventuel remboursement à l'avance de démarrage.

Elle déclare également avoir émis et déposé à la COMINAK, selon toujours les termes du contrat, une facture certifiée en date du 1^{er} mars 2024 d'un montant de 388.279.899 FCFA à titre d'avance de démarrage.

Elle explique en violation manifeste du contrat, la COMINAK ne lui a jamais remis l'ordre de service de démarrage des travaux, n'a pas payé le montant de l'avance de démarrage des travaux objet de la facture certifiée et a décidé unilatéralement du report sine die du démarrage des travaux.

Elle produit à l'appui de sa demande, la copie du contrat de travaux, la facture adressée à la COMINAK, la garantie autonome de première demande et les correspondances échangées avec la COMINAK suite à la décision de celle-ci de surseoir aux travaux.

En réplique, la COMINKAK conclut à l'irrecevabilité de l'action de l'entreprise individuelle EMHL en se fondant sur les articles 13 du code de procédure civile et 30 alinéa premier de l'acte uniforme sur le droit commercial général.

Elle explique que l'entreprise EMHL étant une entreprise individuelle n'a pas de personnalité morale et que seul son chef est titulaire de ses droits et obligations.

Elle produit deux jugements du tribunal de céans dans ce sens.

En duplique, le conseil de l'entreprise EMHL explique qu'elle dispose pleinement de la personnalité juridique, étant une société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital social de 60.000.000 FCFA inscrite sous le numéro RCCM-NI-ART-2013-B-17.

Il produit les statuts de l'entreprise EMHL ainsi que son certificat d'immatriculation au registre de commerce.

En la forme

Sur les caractères de la décision

Attendu que toutes les parties ont comparu à l'audience ; qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Sur l'irrecevabilité de l'action

Attendu que l'entreprise EHML est une entreprise individuelle ; Que les pièces qu'elle fournit ne prouve pas son statut de SARL tel qu'elle le soutient car elles ne se rapportent pas à elle ; Qu'elle n'a pas ainsi de personnalité morale et que seul son chef est titulaire de ses droits et obligations ; Qu'il y a lieu de déclarer son action irrecevable en application des dispositions de l'article 30 alinéa premier de l'acte uniforme sur le droit commercial général ;

Sur les dépens

Attendu que celui qui succombe à l'instance supporte les dépens ; qu'il y a lieu de condamner l'entreprise Mahamane Hamad Lamine (EMHL) aux dépens ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort :

- **Déclare irrecevable l'action de l'entreprise individuelle EMHL pour défaut de personnalité juridique ;**
- **La condamne aux entiers dépens ;**

Avisé les parties qu'elles disposent du délai de huit (8) jours, à compter du prononcé du présent jugement, pour interjeter appel par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de céans.

Proposé par l'auditeur de justice

Abdoulaye Yacouba Issoufou

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE